



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 20 MAI 2022

**mettant en demeure la société GEDIS – E. LECLERC pour ses installations
situées rue du fort à 67118 GEISPOLSHEIM, de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984 autorisant l'extension de la station-service, exploitée par l'Union des coopérateurs d'Alsace (actuellement GEDIS – E. LECLERC), rue du fort à GEISPOLSHEIM ;
- VU le rapport du 14 avril 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 7 avril 2022 a montré que l'aire de distribution de carburant est desservie par un réseau d'évacuation des eaux comportant deux points de rejet, l'un au fossé Neugraben, l'autre au réseau d'assainissement communal ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas en propre, pour le confinement des eaux polluées accidentellement provenant de l'aire de distribution, de dispositif de fermeture de son réseau, ni avant le point de rejet au milieu naturel, ni avant le point de rejet au réseau d'assainissement communal ;

CONSIDÉRANT qu'est établie de ce fait une non-conformité à la prescription de l'article 25 de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 octobre 1984 qui veut que « Les canalisations de rejet des effluents devront être équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 :

La société GEDIS – E. LECLERC, pour ses installations situées rue du fort à GEISPOLSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté, la prescription soulignée de l'article rappelé ci-après :

Article 25 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1984 : « Les canalisations de rejet des effluents devront être équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle. »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer, dans les délais, aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GEDIS – E. LECLERC par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Geispolsheim.

Pour la Préfète, déléguation
le Secrétaire Général


Mathieu DUHAMEL